

Nouvelles de

Tarbiyya Tatali

14 Novembre 2025

Agir ensemble pour l'auto-développement

La période du Festisol (Festival des Solidarités) en France est l'occasion de faire un bilan des activités du collectif Tarbiyya Tatali depuis un an. Les relations entre le Niger et la France restent tourmentées, mais ces difficultés nous ont stimulés et fait progresser. Nous avons adopté une charte définissant nos principes et notre mode de fonctionnement, basé sur l'autonomie de décision de chacune de nos associations et la coordination entre leurs initiatives. Nous avons organisé le suivi systématique des actions mises en place depuis plus de vingt ans dans une centaine de villages. Car s'il nous devient difficile d'alphabétiser de nouveaux groupes de femmes en vue d'un octroi de micro-crédit ou de faire des travaux hydrauliques, par exemple, il nous est toujours possible, sur nos fonds propres, de maintenir le roulement du micro-crédit dans les treize villages déjà lotis, ou d'encourager les usagers des points d'eau à maintenir leurs équipements. Les constats

positifs de ce suivi renforcent encore notre motivation à travailler ensemble pour garantir la pérennisation des équipements et actions mis en place et soutenir les efforts du peuple nigérien pour son développement durable.

Relayer ici comme là-bas, les initiatives des communautés locales, dont celle de notre village partenaire de Lougou, pour une reconnaissance par la France des crimes commis lors de la colonisation du Niger approfondit les échanges culturels, malgré les difficultés à se rencontrer.

Notre ami le photographe Abdoul Aziz Soumaïla a visité la zone de Madaoua et en a ramené de magnifiques portraits et images de la ruralité nigérienne. Elles n'ont pas de lien direct avec les actions menées par Tarbiyya Tatali. C'est pour leur beauté et leur humanité que nous avons voulu les partager avec vous.



Un contexte toujours tourmenté

Depuis le coup d'État de juillet 2023 et l'arrêt des relations diplomatiques entre la France et le Niger, les relations entre les deux pays sont toujours très dégradées : la France critique un régime non élu qui n'est pas légitime à ses yeux et le régime militaire rejette les relations qui liaient le Niger à la France.

L'État français a décidé d'interrompre toute aide publique au développement au niveau national avec le Niger, et les collectivités locales ont suivi cette décision à leur niveau.

Les conséquences financières pour nos associations ont été très importantes :

- arrêt progressif ou brutal de nombreux projets car financés par des fonds publics de la France ;

- mise en danger du Réseau d'Actions Educatives pour un Développement Durable (RAEDD) dont le budget de fonctionnement est alimenté par l'attribution d'un pourcentage sur les recettes à hauteur de 10 %, ces recettes provenant essentiellement des financements extérieurs. Cela l'a conduit à procéder à une réduction massive de son personnel salarié.

Par ailleurs, les élus des communes ayant été destitués et remplacés par des Administrateurs Délégués (AD) nommés, la présence de responsables locaux élus démocratiquement de part et d'autre n'est plus respectée et la coopération décentralisée entre Cesson et Dankassari a été stoppée, entraînant la dissolution de l'Association d'Echanges Solidaires Cesson-Dankassari (AESCD) en mars 2025.

Il faut toutefois noter que les AD ont encouragé les ONG et associations de développement à continuer leurs actions pour le bien-être des populations bénéficiaires. Les membres du RAEDD entretiennent d'ailleurs de bonnes relations avec les AD qui sont systématiquement informés des actions mises en œuvre.

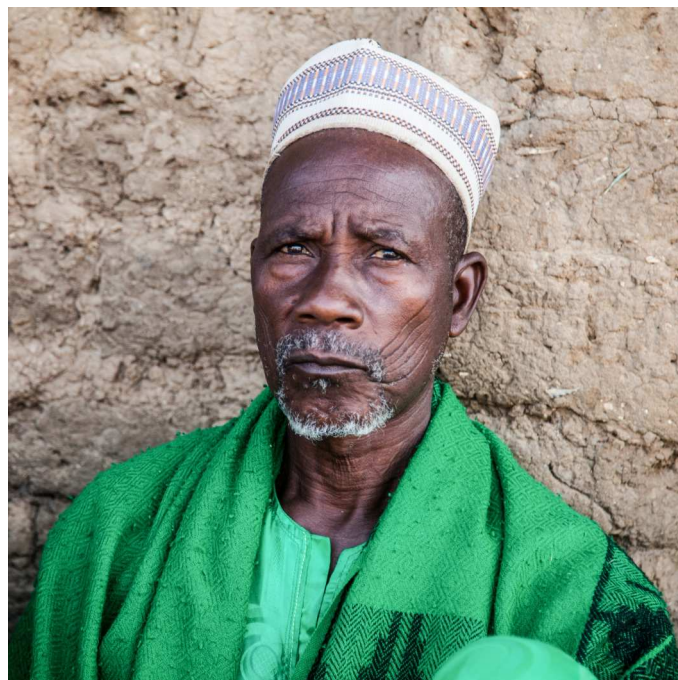
A ce contexte politique défavorable s'ajoute un contexte d'insécurité menaçant les nigériens avec des attaques régulières de groupes terroristes ou de bandits mettant en danger la vie des populations. Des mesures permettant de limiter ces risques ont été prises par les autorités comme l'interdiction, totale ou partielle selon les communes, de circuler à moto.

Des difficultés qui nous ont stimulés et fait progresser

Cette nouvelle situation, déstabilisante et contraignante, a représenté pour les associations membres du collectif Tarbiyya Tatali, un véritable défi pour assurer la pérennité des actions et en même temps une opportunité pour développer de nouvelles méthodes de travail.

La dissolution de l'AESCD n'a pas mis un terme définitif à ses actions. En effet, l'Association d'Echanges Culturels Ile-et-Vilaine Niger (AECIN) a accepté de prendre le relais de l'AESCD pour en maintenir les acquis. Elle consacre un budget de 3500 euros (2 300 000 FCFA environ) en 2025 pour les missions de suivi dans soixante-dix villages du département de Dankassari, dont les cinquante-deux villages identifiés par l'AESCD.

Au delà de ce suivi des actions passées, les membres de nos trois associations restent motivés pour développer de nouveaux projets, pour améliorer l'accès à l'eau potable, à l'énergie, à l'éducation, à la santé maternelle et infantile, et contribuer à l'autosuffisance alimentaire et à l'autonomisation des femmes, luttant ainsi contre la précarité de la population. Les échanges culturels compliqués par la difficulté de visites réciproques restent au cœur de notre action.



Les activités depuis novembre 2024

1 - La charte de Tarbiyya Tatali

Les associations du collectif Tarbiyya Tatali ont souhaité affirmer leur cohésion et leurs principes en rédigeant une charte précisant ce qu'ils entendent par Agir ensemble pour l'auto-développement du peuple nigérien. Résultat d'un travail collaboratif riche d'échanges, la charte rappelle les valeurs communes et partagées de liberté, d'égalité, de fraternité, de travail, de progrès et de solidarité. En signant

cette charte, elles affirment leur adhésion à ces valeurs fondamentales et leur volonté de travailler dans un esprit de confiance réciproque, privilégiant les relations fondées sur la transparence, le soutien mutuel et le respect des engagements pris. Ce partage de valeurs est le ciment de la cohésion entre les associations membres. Elle permet d'affirmer l'autonomie de décision de chacune des organisations du collectif.

2 - Actions prioritaires et mise en place du suivi en janvier 2025

Afin de s'adapter à la baisse drastique des ressources financières, le maintien des actions prioritaires suivantes a été décidé :

- actions relatives à la sécurité alimentaire : pépinière de Maraké Bagagi et jardin scolaire de Bakin Tapki. et achat de mil si nécessaire ;
- fonctionnement de la classe Espoir Mahamadou Saïdou à Niamey ;
- soutien des actions culturelles à Dosso.

De plus il a été décidé d'assurer un suivi de terrain en choisissant des villages où plusieurs actions avaient été menées : installations hydrauliques, équipement des cases de santé en latrines et électrification, banques céréalières, jardins scolaires et pépinières, planning familial, soutien à la scolarité et santé sexuelle des filles, autonomisation économique des femmes (micro-crédit, dotation de kits de chèvres, charrettes pour les matrones).

Comment a été organisé ce suivi ?

Un travail préalable de sélection des villages prioritaires a été effectué et a abouti à un total de 50 villages prioritaires à Dankassari et 20 pour les autres communes du département.

Les actions de l'AESCD étant déjà répertoriées dans un système d'information géographique (SIG), les fonds de cartes ont été adaptés pour pouvoir y ajouter les 20 villages prioritaires où l'AECIN est intervenu, et avoir ainsi une vision globale pour organiser les missions de suivi. Ce travail a été réalisé en collaboration avec l'entreprise Magellium dans le cadre d'un mécénat de compétences avec l'AESCD.

C'est dans cette perspective que la trame du compte-rendu mensuel du responsable de suivi du RAEDD pour le département de Dogondoutchi a été conçue pour l'année 2025. Il s'agit de vérifier la pérennité des actions entreprises par l'AESCD et l'AECIN, pour certaines d'entre elles depuis plus de quinze ans et qui ne font plus l'objet de financement.

Lors du suivi, les échanges ont lieu avec les bénéficiaires, les comités de gestion, les chefs de village et les représentants des services déconcentrés de l'État (hydraulique et assainissement, promotion de la femme et protection des enfants ainsi qu'éducation nationale notamment).

De janvier à octobre 2025, plus de soixante-dix villages ont été visités par le responsable de suivi du RAEDD accompagné du chauffeur, mais également souvent de l'agent d'appui au suivi, et d'une animatrice de planning familial. Certains villages ont ainsi pu être visités par l'animatrice de planning familial pour la première fois.

Le constat est une véritable prise de conscience des populations qui se réjouissent de voir que le RAEDD reste à leur côté pour des appuis et conseils permettant la pérennisation des actions de terrain. Ce bilan extrêmement positif est détaillé plus tard dans la rubrique Au Niger, le suivi volet par volet.



3 - Crimes coloniaux : quelles réparations ? Le cas de la Mission Afrique Centrale (colonne Voulet-Chanoine) au Niger

Les trois associations de Tarbiyya Tatali jouent un rôle actif dans la mobilisation qui se développe pour la reconnaissance des crimes coloniaux au Niger.

Qu'est ce que la colonne Voulet-Chanoine ?

La « Mission Afrique Centrale », partie du Sénégal en 1898 et commandée par les capitaines Voulet et Chanoine, doit rejoindre le lac Tchad pour faire jonction avec la mission Foureau-Lamy traversant le Sahara depuis l'Algérie et la mission Gentil remontant du Congo. La mission, très nombreuse et mal organisée pour affronter les conditions difficiles (notamment pour l'approvisionnement en eau), rencontre des difficultés et l'hostilité des populations au-delà du fleuve Niger. Il s'en suit une série de massacres : Sansanné Haoussa, Dioundiou, Lougou, Birni'n Konni où la population est passée au fil de la baïonnette... Citons

Joalland, lieutenant dans la mission :

« La ville prise, on dut s'occuper de faire ensevelir tous les cadavres qui, sous l'influence d'une température très élevée, se décomposaient immédiatement. Pendant cinq jours nous nous employâmes à cette corvée. »

L'écho des premiers massacres arrive en France et le gouvernement envoie le colonel Klobb pour relever Voulet et Chanoine de leur commandement. Klobb est tué sur ordre de Voulet le 14 juillet 1899 à Dankori, puis des tirailleurs tuent Voulet et Chanoine.

La mission Afrique Centrale désormais sous le commandement de Joalland et Meynier poursuit sa route sur Zinder où le sultan est tué et remplacé par un jeune frère plus docile, puis atteint et contourne le lac Tchad pour faire sa jonction avec les missions Lamy et Gentil. Ensemble, elles écrasent Rabah, sultan du Bornou qui avait infligé de lourdes pertes aux troupes françaises.

Contexte historique vu d'Europe

Cet épisode révoltant de la conquête coloniale française se situe dans le cadre de plusieurs événements marquants de ce tournant de siècle :

- La rivalité entre les puissances européennes dans la ruée sur l'intérieur de l'Afrique après la conférence de Berlin de 1885, qui marqua l'organisation et la collaboration européenne pour le partage et la division de l'Afrique. Ici, la rivalité avec l'Angleterre pour la délimitation des zones d'influence, entre les territoires qui deviendront respectivement le Niger et le Nigeria.
- L'affaire Dreyfus et la fracture qu'elle crée dans la société française. L'affaire Dreyfus est une affaire d'État devenue un conflit social et politique majeur de la Troisième République, survenu en France à la fin du XIXe siècle autour de l'accusation de trahison faite au capitaine Alfred Dreyfus, juif d'origine alsacienne, qui est finalement innocenté. Chanoine est le fils d'un éphémère ministre de la Guerre, témoin de l'accusation au second procès Dreyfus à Rennes – c'est là qu'il apprendra les exactions de son fils.

Le point de vue du peuple nigérien

Jusqu'ici cette histoire a été racontée surtout du point de vue français. Le « drame de Dankori » (titre du livre de Joalland) cache les souffrances et les dévastations endurées par les populations qui ont le malheur d'être sur le chemin de la colonne. Même l'enseignement de l'histoire au Niger depuis l'indépendance ne leur a pas rendu justice.

L'histoire de ces crimes coloniaux est donc restée longtemps souterraine, enfouie dans la mémoire des populations. On peut cependant signaler le livre *Sarraounia* d'Abdoulaye Mamani (dont Med Hondo a tiré un film qui a reçu l'Étalon de Yennenga au Fespaco en 1987), qui raconte de manière très romancée la résistance de Sarraounia (reine, en haoussa) Mangou de Lougou à la colonne Voulet-Chanoine (« une des plus chaudes actions de la campagne », selon Joalland).

Récemment, des représentants des communautés locales du Niger (dont celles de Lougou, Dioundiou, Birni'n Konni) ont fait appel à la justice internationale pour la

reconnaissance et la réparation des crimes commis. Le film *African Apocalypse* de Rob Lemkin, qui a suivi l'itinéraire de la colonne, a servi de catalyseur à cette mobilisation.

Cette mobilisation au Niger s'inscrit dans un mouvement de reconnaissances des crimes coloniaux qui touche toute l'Afrique et tous les pays européens ayant colonisé l'Afrique.

Rôle des associations de Tarbiyya Tatali

L'AECIN et le RAEDD accompagnent depuis de nombreuses années la communauté de Lougou, notamment pour son accès à l'eau. Conscients des traumatismes liés à la colonisation et désireux de travailler à établir une amitié véritable, nos interventions se sont toujours situées en réponse aux demandes de Saraouniya et du village.

Tarbiyya Tatali a par ailleurs publié en coédition avec l'Harmattan le livre *Lougou et Saraouniya* et documenté régulièrement sur son site web des articles consacrés aux particularités culturelles locales (Tunguma, Tarkama notamment) grâce à des vidéos et des photos.

C'est par le livre *Lougou et Saraouniya* que nous avons rencontré Rob Lemkin qui souhaitait avoir des contacts au Niger et c'est tout naturellement que la communauté de Lougou s'est ensuite associée aux demandes de réparation.

Le but de Tarbiyya Tatali est de

- Faire connaître ces crimes qui ont accompagné la colonisation au Niger, bien loin de la « mission civilisatrice » dont elle s'est drapée,
- Soutenir les communautés locales du Niger héritières d'un peuple colonisé dans leur demande de justice et notamment la communauté de Lougou,
- Plus généralement, contribuer à rebâtir une solidarité internationale dégagée du colonialisme et du néo-colonialisme, sur la base d'une reconnaissance claire des responsabilités historiques.

Chacune de nos associations a des responsabilités spécifiques : l'AECIN fait connaître en France la démarche des communautés nigériennes, le RAEDD continue à accompagner le village de Lougou et CulturePlus organise à Lougou et plus généralement au Niger des projections-débat du film *African Apocalypse*.



4 - Au Niger, le suivi volet par volet

Accès à l'eau

L'objectif du suivi est de vérifier l'état des équipements, le fonctionnement des Comités de Gestion des Points d'Eau pour les puits et les Pompes à Mobilité Humaine (PMH) et Associations d'Usagers du Service Public de l'Eau pour les Adductions d'Eau Potable.

Le constat général est que la plupart des ouvrages visités sont en bon état de fonctionnement, et très bien gérés par les structures mises en place et formées à cet effet. Les usagers respectent les consignes qui leur ont été transmises, en matière de propreté et d'hygiène notamment.

Quand quelques dysfonctionnements ont pu être observés tels que des fuites de réservoirs, le responsable de suivi a donné les consignes nécessaires pour trouver des solutions de réparations. De même il a toujours été une force de proposition pour apporter des améliorations comme par exemple la construction d'abris protégeant les usagers du soleil. Il doit parfois faire preuve de fermeté en recourant à des semonces s'il y a un mauvais usage comme l'utilisation des points d'eau pour y faire sa lessive.

Des installations modernes permettant d'avoir de l'eau à une borne fontaine située dans le village se développent à la satisfaction générale dans plusieurs villages, ce qui rend certaines PMH obsolètes et allège la corvée d'eau pour les femmes et les filles. Ces améliorations sont financées par divers partenaires (SwissAid, Islamic Relief, ...) et parfois même par un ressortissant du village lorsque ses moyens le lui permettent.

Assainissement

Il s'agit de visites des latrines construites ou réhabilitées par Tarbiyya Tatali, dans les cases de santé et les établissements scolaires. Toutes les latrines visitées sont en bon état, bien entretenues et en bon état de propreté. Cette situation satisfaisante est le résultat de l'exigence des comités de gestion (COGES), de la vigilance des chefs de centre de santé et des chefs d'établissement qui interviennent au besoin pour la maintenance : propreté des lieux, réparation, changement des robinets du système de lavage des mains.

Énergie

Depuis 2015, c'est la totalité des structures de santé de la commune rurale de Dankassari qui a pu bénéficier d'un équipement en panneaux solaires, ainsi que deux villages de la commune de Matankari. Ces cases de santé électrifiées permettent un éclairage la nuit, le fonctionnement de ventilateurs et d'un réfrigérateur où entreposer les médicaments. Une installation de lignes de recharge pour les téléphones portables permet à la fois de soulager la partie consacrée aux salles de soin et de fournir à la structure de santé un petit revenu pour l'entretien de l'installation.

Les visites des installations solaires des structures de santé montrent en général un état très satisfaisant des installations, grâce notamment à la vigilance des agents de santé, qui veillent à l'entretien, les pannes étant résolues par une personne formée localement par l'installateur de ces équipements. Des changements de batteries ont parfois été nécessaires et ce sont des ressortissants des villages concernés ou des donateurs qui ont solutionné ce problème, puisqu'il avait été entendu dès l'installation des équipements que Tarbiyya Tatali ne les prendrait pas en charge.



Banques céréalières

Depuis 2005, quatorze Banques Céréalières (BC) ont été mises en place, dix dans la commune de Dankassari et quatre dans la commune de Matankari. Leur principe : doter les villages d'un local où est entreposée une partie de la récolte. Les céréales sont vendues par les paysans à la BC après la récolte au prix du marché en novembre. Lors de la période de soudure en mai-juin, lorsque les greniers sont vides, la BC vend les grains stockés aux villageois, à un prix plus élevé qu'à l'automne mais inférieur à celui des marchés. Ces ventes permettent de reconstituer ou d'accroître le stock à la saison suivante.

Tous les membres des COGES des banques céréalières ont reçu une formation, et un suivi régulier est assuré par le RAEDD veillant à leur bon fonctionnement. Globalement, les banques céréalières sont en très bon état de fonctionnement et les stocks (mil essentiellement et haricot niébé) sont bien assurés. Dans quelques villages, les habitants se sont impliqués dans la construction de locaux en matériaux définitifs. Il y a quelques rares cas de non-recouvrement, mais ces situations sont surveillées attentivement jusqu'à ce que le problème soit résolu.

En 2024, vu la flambée des prix, les banques céréalières ont permis d'approvisionner les populations à un coût inférieur aux marchés.

Par contre, pendant la période de soudure 2025, les prix du mil ont chuté car l'État nigérien a bloqué l'exportation des céréales et les marchés locaux ont été inondés de produits agricoles occasionnant une chute des prix, l'offre étant supérieure à la demande. Le responsable de suivi a conseillé aux comités de gestion de vendre avec perte ou de pratiquer la vente à crédit remboursable à la récolte moyennant une majoration de 3,4 ou 5 mesures.

Pépinières

Les trois pépinières de Maraké Bagagi, Maraké Rogo et Kaoura Lahama ont fait pousser des plants qui ont été

distribués aux populations afin de lutter contre la désertification et assurer la sécurité alimentaire. Une expérimentation pour vendre les plants à prix modique plutôt que les donner, et contribuer ainsi à la pérennité des pépinières a été menée. Cette initiative a été couronnée de succès à Marake Rogo où 140 000 FCFA (200 euros) ont été récoltés ainsi que 65 000 FCFA (100 euros) à Maraké Bagagi (pour un budget total de 600 000 FCFA (900 euros) par pépinière). Ce sont surtout les plants de moringa qui sont achetés, car ils permettent de diversifier l'alimentation.

Éducation

Il s'agit d'assurer le suivi du jardin scolaire à Bakin Tapki, la situation dans les 5 collèges dotés d'ouvrages pour la préparation du BEPC, et les activités des mères éducatrices formées pour aider et conseiller les jeunes filles dans leur vie d'adolescente dans 16 collèges ruraux du département de Dogondoutchi.

Le jardin scolaire de Bakin-Tapki est très bien entretenu par le jardinier, supervisé par le Directeur de l'école et le président du COGES. Il y a eu des récoltes prématurées de salades, des récoltes limitées de pomme de terre dues à des attaques de chenilles, qui ont donné lieu à une distribution au personnel, au comité de gestion et membres du RAEDD. Les récoltes très fructueuses de carottes ont elles été distribuées au profit des élèves. Des solutions écologiques avec l'usage de bio-pesticides pour lutter contre les chenilles et autres parasites seront recherchées pour la prochaine saison.

Les collèges visités ont mis en œuvre la préparation les élèves au BEPC, les manuels et annales ont été mis à la disposition des élèves et professeurs concernés et les sous-groupes de travail mis en place. Cette attention à la réussite des collégiens a été renforcée par la parution d'une circulaire du ministère de l'éducation signifiant que tout directeur de CEG ayant un résultat au BEPC en deçà de 30 pour cent sera relevé de ses fonctions de chef d'établissement. Malheureusement, les résultats au BEPC de 2025 ont été catastrophiques, comme partout au Niger : le taux moyen de réussite pour les 5 collèges aidés est de 35 % à peine, et parmi eux, 3 ont un résultat inférieur à 30 %. Une réunion sera organisée par la direction départementale de l'éducation nationale, à laquelle sera convié le responsable de suivi du RAEDD, pour analyser les raisons de ces échecs.

Les mères éducatrices sont là et n'interviennent que quand elles sont sollicitées. Elles participent aussi aux

réunions des COGES. Elles interviennent surtout sur le volet hygiène sous toutes ses formes et développent certains sujets plus confidentiels en aparté avec les filles.

Planning familial

Fin 2024, avec l'arrêt des financements de la Région Bretagne et du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine, les activités mensuelles des animatrices de Planning Familial (PF) de Dankassari et Dogondoutchi ont cessé, celles-ci ne pouvant plus être rémunérées. Les deux animatrices ont été remerciées et félicitées pour l'excellent travail réalisé depuis toutes ces années.

Grâce à des fonds mutualisés provenant de la coopération décentralisée Orsay-Doutchi et des fonds propres de de l'AECIN, les animatrices de PF de Matankari et Dogonkiria ont poursuivi leurs missions d'animation jusqu'en juin 2025. Elles ont organisé mensuellement en collaboration avec les agents de santé, les autorités traditionnelles et les personnes relais des réunions sur des thèmes tels que la pratique de la contraception moderne, la généralisation des consultations pré et post natales et des accouchements assistés en structures de santé, la lutte contre le mariage précoce, l'inscription et le maintien des enfants à l'école, notamment des filles. Ces interventions ont été illustrées par la projection des petits films *Akwai Magana/On va en parler* dont elles disposaient sur leurs tablettes numériques. Vu la situation sécuritaire, rouler en moto n'est autorisé qu'entre 7h et 18h à Matankari, mais vivement déconseillé, et officiellement interdit à Dogonkiria. Il n'était donc pas envisageable pour les deux animatrices de poursuivre leurs missions de sensibilisation dans les villages de ces deux communes.

Des formations de femmes-relais ont pu être réalisées :

- formation initiale pour 2 groupes de 30 personnes-relais des villages des communes de Dogondoutchi et Dankassari en novembre 2024,
- formation initiale pour 2 groupes de 30 femmes-relais identifiées par les animatrices de Matankari et Dogonkiria en mars et juillet 2025.

Les femmes-relais formées en PF constituent désormais un réseau de plus de 320 femmes dans les villages des communes de Dankassari, Dogondoutchi, Dogonkiria et Matankari qui interviennent en permanence pour sensibiliser la population des villages, utilisant les pagivoltés qui leur ont été fournis lors de leur formation.



Autonomisation économique des femmes

Microcrédits

Treize villages ont été dotés d'un microcrédit dans la période 2017-2024 avec au départ 470 femmes qui ont reçu un montant de 75 000 FCFA (120 euros) à la suite de deux ans d'alphabétisation. Le microcrédit est remboursé tous les ans et le montant immédiatement réaffecté à des femmes du même village. Pour accéder au microcrédit, il faut payer un droit d'entrée de 7500 FCFA (12 euros) ce qui a pour effet d'augmenter le nombre des bénéficiaires qui sont actuellement au nombre de 634.

Kits de chèvres

Cent trente kits de « chèvres rousses de Maradi » ont été mis en place entre 2021 et 2024 dans les villages de Dankassari. La priorité a été donnée aux matrones de la commune de Dankassari, ainsi qu'à quelques femmes en situation de précarité identifiées par la municipalité de Dankassari et le RAEDD. Chaque femme est équipée d'un kit composé d'un animal mâle et de deux femelles, et doit rembourser le même nombre d'animaux en nature au bout de 18 mois, en gardant le reste du troupeau. Le prix d'un kit est de 140 000 FCFA (200 euros environ). Le budget de l'activité comporte un suivi vétérinaire. Les modalités pratiques de restitution sont difficiles à mettre en place car les femmes sont dispersées dans les nombreux villages et hameaux de la commune rurale et la restitution peut avoir lieu seulement localement, lors des visites de suivi, car rassembler toutes ces femmes au chef lieu

de la commune n'est pas réaliste. Depuis janvier 2025, 25 kits de chèvres ont été suivis, dans onze cas le troupeau était prospère ce qui a permis à onze nouvelles femmes de commencer leur troupeau. Dans les quatorze autres cas, le troupeau avait disparu ou ne comportait pas assez de têtes pour permettre la création d'un nouveau troupeau.

Charrettes matrones

Une partie des matrones de Dankassari bénéficie d'une charrette tirée par des bœufs pour améliorer leurs revenus. Quarante-sept matrones ont ainsi été équipées de charrettes de 2011 à 2025, en majorité grâce au remboursement des charrettes par les matrones elles-mêmes. C'est ainsi que dans la période de 2018 à 2025 dix-huit charrettes ont été attribuées, dont seulement cinq venaient d'un financement de l'AESCD.

Système d'Information Géographique.

L'enjeu est que les mises à jour de la base d'information soient désormais prises en main au Niger et que la base soit utilisée pour la planification et le recueil des informations lors du suivi. Une session de formation a été réalisée à Niamey pendant deux jours au profit du responsable de suivi du RAEDD et d'une personne ressource basée à Dankassari. Désormais le responsable du suivi et cette personne ressource se rencontrent tous les mois pour la mise à jour de la base de données, l'ajout des coordonnées GPS des villages manquants et la prise en compte des informations du dernier recensement.



5 - Autres activités mises en oeuvre par le RAEDD et CulturePlus

Bourses d'études à Dogondoutchi

A la suite d'un don dédié provenant d'une nigérienne vivant en France, onze étudiants et élèves ressortissants du département de Dogondoutchi ont bénéficié de bourses.

Classe Mahamadou Saidou à Niamey

L'animatrice de la classe Mahamadou Saidou a assuré l'enseignement à 30 apprenants dont 20 passent directement au cours élémentaire deuxième année, 6 au cours élémentaire première année, 2 vont suivre des formations techniques et 2 étaient absents à l'évaluation. Les apprenantes et apprenants ont bénéficié de la restauration tout au long du troisième

trimestre et rentrent chaque soir avec leurs lampes individuelles chargées en classe grâce à un panneau solaire afin de réviser leurs leçons. Mi octobre 2025, la rentrée a eu lieu avec 21 élèves mais le recrutement se poursuit.

Atelier de formation en peinture à Dosso

En 2025, l'Association CulturePlus a initié en partenariat avec la Maison de la culture Garba Loga, un atelier de formation des jeunes peintres de Dosso. Cette formation qui a duré deux jours était animée par l'artiste peintre Ali Narey venu de Niamey pour la circonstance. L'objectif de cette formation était de renforcer les compétences de ces jeunes talents dans le processus de la création artistique.



6 - Le fonctionnement de nos associations

Toute visite au Niger étant désormais impossible puisque la délivrance des visas est suspendue, il est essentiel de maintenir le lien à distance. C'est désormais possible grâce à la diffusion des nouvelles technologies.

Rapports mensuels, réunions thématiques par whatsapp sont les outils sur lesquels s'appuient les échanges. La sécurité des personnes chargées localement de mettre en œuvre les actions est primordiale et fait l'objet d'une veille permanente, l'impossibilité de se déplacer en moto dans certaines localités ayant amené à utiliser le véhicule du RAEDD pour toutes les missions de terrain.

En France, la vie de l'AECIN repose sur une poignée de volontaires, certains basés en dehors du pays rennais, qui sont responsables du suivi des différents volets d'activité et des demandes de subvention. Le bureau composé de sept personnes se réunit tous les mois pour suivre l'ensemble des activités en France comme au Niger. Le Conseil d'Administration d'une douzaine de personnes se réunit tous les trimestres et prend les décisions définissant la stratégie de l'association. Une évolution significative se dessine avec environ un tiers des effectifs du bureau et du CA formé de nigériennes et nigériens vivant en France qui s'impliquent de plus en plus activement dans les demandes de financement et le suivi des activités.

Le Réseau Bretagne Solidaire (RBS) a constitué un Groupe Sahel où les associations bretonnes concernées par le Burkina Faso, le Mali ou le Niger se sont regroupées. Le Groupe Sahel a réalisé une enquête pour documenter la baisse des subventions (68 % de baisse entre 2022 et 2024) et l'interruption des visites réciproques et a rédigé un argumentaire identifiant des pistes pour réagir : tirer les leçons du passé, améliorer les méthodes de travail, s'appuyer sur la diaspora, trouver de nouvelles ressources. La présidente de l'AECIN a été élue au CA de RBS et fait partie

du comité de pilotage du groupe Sahel au titre du Niger.

La Maison Internationale de Rennes (MIR) fournit un cadre pour les actions locales d'information et de sensibilisation ; le trésorier de l'AECIN est membre du bureau de la MIR et a de nombreuses activités à ce titre, dont la participation à l'organisation du Festisol.

Au Niger, le RAEDD, confronté à une baisse de financement, a été amené à mettre fin aux fonctions du comptable de l'antenne de Dogondoutchi, de l'agent d'appui au suivi de Dankassari puis des deux animatrices en Planning Familial de Dogondoutchi et Dankassari. Mais les rapports d'activités thématiques, les rapports mensuels du responsable de suivi, les journaux mensuels de comptabilité sont assurés. Le manque de financement constitue également un frein à la mise en œuvre des activités de l'Association CulturePlus.

Le RAEDD associé à CulturePlus et appuyé par l'AECIN a soumis un projet en réponse à l'appel à projet ROTAB-OXFAM. Ce projet n'a pas été retenu car le RAEDD n'avait pas les documents comptables exigés, ce qui a été corrigé depuis. Mais le RAEDD a été par la suite invité à une série d'ateliers d'une semaine de renforcement des capacités sur des thématiques variées comme Suivi-évaluation, Droits Humains, Communication ou encore Gouvernance Inclusive et Redevable, qui se sont tenus à Agadez, Dosso, Maradi et Tillabéri. La capacité du RAEDD et de CulturePlus de répondre à des appels à projet dans le futur s'est donc renforcée.

Enfin les outils communs que sont le site de Tarbiyya Tatali en trois langues (français, anglais et haoussa) et la page FaceBook sont régulièrement alimentés. Depuis octobre 2023 le Magazine bisannuel de Tarbiyya a Tatali a été remplacé par des Nouvelles annuelles, publiées à la mi novembre à l'occasion du Festisol.

Les perspectives

S'adapter aux difficultés et saisir les opportunités

La situation a donc été difficile lors des douze derniers mois avec les baisses de financements et l'insécurité dans les communes de Dankassari, Dogonkiria, Kiéché et Soukoutane.

La motivation de nos trois associations à poursuivre notre collaboration tout en s'adaptant aux nouvelles contraintes n'a pas faibli. Au contraire, le nouveau contexte a permis de concentrer notre réflexion sur la pérennité de toutes les actions mises en place précédemment et les modalités de suivi sur le terrain.

Pour le RAEDD, il reste nécessaire de continuer à développer le partenariat, rechercher de nouveaux partenaires financiers notamment au Niger et de maîtriser les dépenses.

L'Association CulturePlus entend privilégier dans la région de Dosso les activités à faible coût avec un impact significatif, comme par exemple des activités de formation et de sensibilisation autour du cinéma en partenariat avec la Maison de la Culture Garba Loga.

Il reste important de continuer à privilégier les idées innovantes, comme par exemple favoriser le développement de FabLab (laboratoires de fabrication) au Niger. Les FabLab forment un réseau mondial dynamique composé de plus de 2 000 laboratoires à travers le monde, dont la mission principale est de démocratiser les processus de fabrication manufacturiers numériques. Lors de l'assemblée générale de RBS, le réseau MakeAfrica qui regroupe plusieurs dizaines de FabLab dans une douzaine de pays d'Afrique de l'Ouest a été présenté par son président. Le contact ainsi créé a amené à la prise en charge par l'AECIN de deux étudiants liés à un FabLab récemment créé à l'Université Abdou Moumouni de Niamey pour leur participation à la rencontre internationale MakeAfrica à Cotonou début novembre 2025. C'est la première participation du Niger à ces rencontres !

Le ciel s'éclaircit avec la réouverture de quelques financements publics au Niger !

Deux nouveaux projets financés en 2025

La Collectivité Eau du Bassin Rennais (CEBR) a de nouveau accepté de cofinancer des projets pour l'accès à l'eau. Un projet, cofinancé par l'État nigérien grâce à SwissAid, a été déposé et approuvé. Il consiste à accompagner les communes de Dankassari et Dogondoutchi dans la modernisation des installations hydrauliques, en trois volets :

- un volet de formation : formation de réparateurs à la réparation de points d'eau autonomes et de mini-adductions d'eau potable ;
- un volet d'électrification d'installations hydrauliques : pose de panneaux solaires pour une mini-adduction d'eau potable à Dankassari et réhabilitation d'un champ solaire alimentant un système de pompage pastoral à Farin Gueme ;
- un volet de suivi : financement de missions pour assurer le suivi des installations hydrauliques mises en place par le collectif Tarbiyya Tatali dans les communes du département de Dogondoutchi.

La Guilde des Microprojets, organisation reconnue d'utilité publique accompagnant des projets solidaires et culturels, et soutenue par l'Agence Française de Développement, a accordé à l'AECIN un financement dans le cadre de son programme de développement par le microprojet avec un cofinancement de Soroptimist et des fonds propres de l'AECIN. Son premier volet est de contribuer à l'amélioration des services en matière de santé maternelle, néonatale et infantile dans les villages de quatre communes du département de Dogondoutchi par la formation de 40 nouvelles matrones. Un second volet consistera à mener des séances de sensibilisation de la population, et particulièrement des femmes et des jeunes mères à l'importance des consultations pré et post-natales,

l'allaitement, l'hygiène corporelle et l'espacement des naissances. Cette sensibilisation se fera en associant les animations menées par des animatrices de PF, les matrones anciennement ou récemment formées et les personnes relais (femmes mais aussi hommes) formées dans le cadre de la planification familiale.



Évolution des modalités de suivi

Ces nouveaux financements ont permis de faire évoluer les modalités de suivi. Désormais, elles ont été redéfinies ainsi :

- visite au cours de la période de octobre 2025 à septembre 2026 de plus de cent villages, avec en plus des villages prioritaires précédemment identifiés, une trentaine de villages qui avaient été équipés par l'AESCD en matière hydraulique. Ceci représente trois missions d'une journée par mois avec le véhicule du RAEDD d'un groupe composé du chauffeur, du responsable de suivi, de l'agent de suivi et d'une animatrice de PF.

La mission de l'agent de suivi est de contrôler les installations hydrauliques, de remplir un tableau récapitulatif, et d'identifier les villages où il serait utile de revenir avec un réparateur pour faire un devis.

Pour l'animatrice de PF il s'agira surtout de s'assurer qu'il y a des femmes-relais formées actives dans les villages et les encourager dans leur travail d'information et de sensibilisation, et de créer un contact entre les matrones et les personnes relais.

Projets en cours d'élaboration et envisagés

Deux autres projets sont en cours de rédaction avec pour partenaires la ville de Rennes et le PRA-OSIM

- La ville de Rennes permet de nouveau en 2026 le dépôt de projets au bénéfice du Niger, dans le cadre de son dispositif Fond d'Aide au Développement. L'AECIN propose un projet d'alphabétisation de 100 femmes des villages de Bagagi et de Bakin Tapki, qui devrait déboucher sur un microcrédit.

- L'appel à projet PRA-OSIM soutenu par l'Agence Française de Développement, 2025-2026 accepte les projets

au Niger. L'AECIN propose un renforcement du microcrédit féminin dans sept villages, qui concernera 366 femmes.

Enfin, de nouvelles possibilités de financements de projets d'assainissement ou d'électrification voient le jour avec la réouverture au Niger des appels à projets de Rennes Métropole ou du Syndicat de l'Energie (SDE 35). En matière d'assainissement, le RAEDD a identifié l'action prioritaire à mener, avec l'installation de latrines dans des écoles situées près de la Route Nationale 1 (RN1) dans la commune de Dankassari, à Goubey Route et à Garin Mayodo. En effet lors des travaux de réhabilitation de la RN1, ces écoles ont été munies de clôture pour protéger les enfants des accidents de la route, mais elles ne sont équipées d'aucune latrine. Une demande sera rédigée en direction de Rennes Métropole. Par ailleurs, l'électrification de deux structures de santé à Bakin Tapki et Kouka Bokoye sera proposée au SDE 35.

On peut aussi espérer une reprise des financements de la Région Bretagne qui a été sollicitée par le Groupe Sahel du Réseau Bretagne Solidaire. Un volet culturel et éducatif pour soutenir CulturePlus et le FabLab à Niamey pourrait être envisagé.

Malgré les difficultés, les projets culturels menés « ici et là-bas » peuvent et doivent être approfondis. Le thème des réparations des crimes coloniaux au Niger nous permettra d'articuler un soutien au village de Lougou et l'organisation de débats en France.

Le redémarrage encourageant des financements des collectivités territoriales en Bretagne ne doit pas nous faire oublier que l'arrêt du financement des structures étatiques comme l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, combiné avec la baisse par le gouvernement français de l'aide au développement affaiblissent durablement nos capacités d'action.

Toutes les photographies qui illustrent ces Nouvelles de Tarbiyya Tatali ont été prises par Abdoul Aziz Soumaïla dans le département de Madaoua, dans le Gobir.

Depuis 2009, Abdoul Aziz collabore avec Tabiyya Tatali, collaboration à l'origine de plusieurs expositions visibles sur notre site web. Il est l'un des auteurs du collectif Photographes Nomades.

www.photographes-nomades.net



Comité de rédaction : Bawa Kadade, Thierry Namata, Marie-Françoise Roy
Ont collaboré à ce numéro : Chantal Blum, Mamane Chadaou, Seiyabatou Elh Saidou
Photographies : Abdoul Aziz Soumaïla
Maquette et mise en page : Michel Coste

raedd@tarbiyya-tatali.org — aecin@tarbiyya-tatali.org
cultureplus@tarbiyya-tatali.org

Site web : www.tarbiyya-tatali.org

Retrouvez-nous sur



Tarbiyya Tatali